



DEFINVEST, LE FONDS DU MINISTÈRE DES ARMÉES GÉRÉ PAR BPIFRANCE, SOUTIENT LE DÉVELOPPEMENT DE PME STRATÉGIQUES DE LA DÉFENSE

*Entretien avec Nicolas Berdou,
ingénieur du corps de l'armement,
expert défense pour le fonds Definvest,
Bpifrance*



En novembre 2017, le ministère des Armées et Bpifrance ont lancé Definvest, un fonds d'investissement doté initialement de 50 millions d'euros, pour soutenir le développement des PME stratégiques pour la Défense. De nombreuses start-ups et PME françaises innovantes ont le potentiel pour développer des technologies de rupture très prometteuses en termes d'applications militaires. Pour ces entreprises l'enjeu du financement est crucial. Definvest vise à apporter une solution à ce défi majeur pour les entreprises et l'efficacité de la défense française.

Definvest a vocation à prendre des participations minoritaires au capital des pépites technologiques du secteur, aux côtés d'investisseurs financiers et industriels, toujours pari

passu. L'objectif est de permettre à ces entreprises de se développer en toute autonomie grâce à l'augmentation de leurs fonds propres. Le fonds bénéficie des expertises complémentaires de Bpifrance et de la Direction Générale de l'Armement (DGA).

« Definvest investit, en premier lieu, dans des sociétés stratégiques pour la chaîne de sous-traitance des grands programmes d'armement. La disparition ou le passage sous capital étranger d'une société française fournisseur des grands donneurs d'ordres, comme Thales, Airbus, Safran ou Dassault perturberait les programmes d'armement concernés », explique Nicolas Berdou, ingénieur du corps de l'armement au sein du fonds Definvest chez Bpifrance, qui a réalisé l'ensemble de sa carrière à la DGA.



La souveraineté du système de défense française repose sur une industrie forte et compétitive. « Le fait de disposer d'une industrie de l'armement nationale, dans la mesure du possible, permet de ne pas dépendre de la sous-traitance étrangère ou des juridictions de pays étrangers qui peuvent entraver la souveraineté nationale », poursuit-il.

Le deuxième axe d'investissement de Definvest c'est le soutien à l'innovation. « Dès lors qu'une entreprise - start-up, PME ou ETI – propose une innovation qui peut être qualifiée de « disruptive », susceptible d'apporter un avantage conséquent pour les programmes d'armement de demain, Definvest peut considérer cette entreprise comme étant stratégique pour l'avenir du secteur », détaille Nicolas Berdou.

Le montant de ce fonds, actuellement doté de 50 millions d'euros, peut paraître modeste. Cependant, c'est déjà un montant conséquent pour des investissements dans des start-ups et des PME. « Aujourd'hui, nous investissons entre 500.000 euros et 5 millions d'euros par entreprise », précise Nicolas Berdou, qui ajoute que le

fonds intervient toujours en co-investissement avec des partenaires privés.

Definvest exclut d'investir dans des sociétés étrangères, mais ne s'interdit pas les rachats d'actifs français détenus par des groupes étrangers. « Definvest intervient à tout stade de maturité des sociétés : de l'amorçage à la transmission, sauf le retournement. Puisque les besoins du secteur de la défense sont très divers, nous avons un spectre de cibles important », explique Nicolas Berdou.

Les quatre premiers investissements de Definvest se concentrent sur des start-ups et des PME. Kalray est le tout premier investissement de Definvest, réalisé en mai 2018 aux côtés d'autres investisseurs, dont le fonds de capital-risque Alliance Ventures de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. Pionnier des processeurs dédiés aux nouveaux systèmes intelligents, cette start-up a besoin de capitaux importants et a été introduite en Bourse peu de temps après, levant 47,7 millions d'euros auprès d'investisseurs quasi-exclusivement français. « Definvest a permis de réaliser un bel effet de levier avec les autres investisseurs

français pour maintenir un capital majoritairement national aux côtés d'un fonds chinois qui était rentré au capital en 2017. La part de Definvest restera modeste, en dessous de 5% du capital », précise Nicolas Berdou. Les processeurs dits « intelligents » permettent d'analyser à la volée et de manière intelligente des flux très importants d'informations, de réagir et de prendre des décisions en temps réel. Leur usage se démocratise dans des secteurs en forte croissance comme les réseaux informatiques de nouvelle génération, les véhicules autonomes, la santé ou encore les drones et robots. Spin-off du CEA, Kalray a choisi dans un premier temps de se focaliser sur deux marchés, les datacenters intelligents et les voitures autonomes, qui représentent chacun un potentiel de plus d'un milliard d'euros. « Les micro-processeurs de Kalray sont jugés très prometteurs par le ministère des Armées et par les grands groupes de l'armement. C'est pourquoi Safran et MBDA sont également actionnaires de Kalray », ajoute-t-il.

En juillet 2018, Definvest a signé sa deuxième opération d'investissement avec Fichou, leader français des composants optiques de très haute précision. Les composants optiques de haute précision constituent des éléments essentiels pour des équipements stratégiques tels que les avions de chasse ou les satellites d'observation. Fichou est l'une des rares entreprises françaises à produire et traiter des composants de haute qualité pour l'optronique (optique électronique), le spatial et l'aérospatial. Partenaire de grands maîtres d'œuvre industriels français, ses composants sont par exemple déjà intégrés dans les avions Rafale ou encore dans le robot Curiosity qui a exploré la planète Mars. Fondé en 1969 et repris en 2014 par Photonics Group International (PGI) créé par Philippe Gruson, Philippe Goupilleau et Guillaume Dubois, Fichou emploie 35 salariés à Fresnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros en 2017. « Fichou fait partie des sociétés très appréciées par les grands donneurs d'ordres français. Ces derniers temps, la France a atteint des records en termes d'export d'armements. Par conséquent, il faut augmenter la production. Aujourd'hui, Fichou sert en priorité les clients du secteur de l'armement. L'investissement de Definvest permettra notamment d'améliorer les capacités de production de cette entreprise afin qu'elle puisse servir d'autres clients, notamment civils, et rétablir un équilibre entre le civil et la défense dans son chiffre d'affaires », explique Nicolas Berdou.

En septembre 2018, Definvest a annoncé son troisième investissement. Il s'agit d'Unseenlabs, une start-up à

l'amorçage qui produit des nano-satellites permettant de détecter, par exemple, les navires qui coupent volontairement leurs balises de détection pour se livrer à des activités illégales en haute mer. « La France dispose d'un immense territoire maritime. C'est très important d'améliorer la surveillance de ces zones difficilement accessibles afin d'intervenir au bon moment », souligne Nicolas Berdou. La société Nexeya et le fonds régional breton Breizh Up, géré par Sofimac Innovation, ont également participé à cette levée de fonds. Le financement complet mis en place est de 7,5 millions d'euros. Le premier nano-satellite d'Unseenlabs - créée en 2015 par les trois frères Jonathan, Clément et Benjamin Galic - devrait être lancé au cours du premier semestre 2019.

Le dernier investissement de Definvest est SinterMat, spécialiste de la métallurgie des poudres. Créée en 2016, SinterMat capitalise sur plus de 15 ans de recherche dans les laboratoires de l'Université de Bourgogne et développe une technologie de frittage rapide, communément appelée SPS (*Spark Plasma Sintering*). Cette technologie permet d'agglomérer des nanopoudres de différentes natures sous l'effet d'une forte impulsion électrique et d'obtenir ainsi des pièces d'une résistance et d'une densité exceptionnelles qui sont utilisées dans l'industrie aéronautique, automobile ou de Défense, mais aussi dans l'industrie du luxe. La maturité acquise permet à SinterMat de passer dès à présent à une production industrielle. L'achat d'une machine de frittage, aux capacités uniques en France et en Europe, et son installation prochaine dans de nouveaux locaux à Montbard vont permettre à SinterMat de répondre aux sollicitations déjà très nombreuses.

L'industrie de défense française comprend une dizaine de grands groupes et 4.000 petites et moyennes entreprises. Elle emploie 200.000 personnes. « En France, le secteur est très atomisé. La plupart des entreprises réalisent moins de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. La France compte quelques gros champions et un grand nombre de petites entreprises, très spécialisées. L'armement est un marché compliqué avec des cycles longs. C'est un marché à risque pour les entreprises (qui peuvent être sujettes à des annulations de commandes) », explique Nicolas Berdou. « Contrairement à ce que l'on peut croire, notre but n'est pas de transformer les sociétés de notre portefeuille en entreprises militaires. Nous souhaitons garantir la pérennité des entreprises sur le long terme, en leur conseillant de diversifier leur chiffre d'affaires avec des clients du civil », conclut Nicolas Berdou.